

Un PPO du programme de Terminale: Pierre Mendès-France et Charles de Gaulle Une nouvelle vision de la République



C. De Gaulle et
P. Mendès-
France à
Louviers, après la
libération de la
ville
(8 octobre 1944)



La place du PPO dans le programme de terminale

- **Thème 2 – La multiplication des acteurs internationaux dans un monde bipolaire (de 1945 au début des années 1970) (13-15 heures)**

Chapitre 3. La France : une nouvelle place dans le monde

Objectifs	<p>Ce chapitre vise à montrer comment la France de l'après-guerre s'engage dans la construction européenne, comment elle cesse d'être une puissance coloniale et retrouve un rôle international, comment elle réforme ses institutions et ouvre davantage son économie.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none">- La IV^e République entre décolonisation, guerre froide et construction européenne ;- La crise algérienne de la République française et la naissance d'un nouveau régime- Les débuts de la Ve République : un projet liant volonté d'indépendance nationale et modernisation du pays.
Point de passage et d'ouverture	<ul style="list-style-type: none">▪ La guerre d'Algérie et ses mémoires ;▪ Charles de Gaulle et Pierre Mendès-France deux conceptions de la République ;▪ La constitution de 1958.

Propos d'historiens sur l'acteur

Lucien Febvre dans *Combats pour l'histoire*, écrivait, en 1953 : « *Les hommes, seuls objets de l'histoire [...] toujours saisis dans le cadre des sociétés dont ils sont membres [...] dotés de fonctions multiples, d'activités diverses, de préoccupations et d'aptitudes variées, qui toutes se mêlent, se heurtent, se contrarient, et finissent par conclure entre elles, une paix de compromis, un modus vivendi qui s'appelle la vie* ».

Christian Delacroix commence son article, en 2010, par « *Il n'y a pas d'histoire sans acteurs : les acteurs et leur comportement font en effet partie du matériau empirique ordinaire sur lequel travaillent les historiens* ».

On peut distinguer deux types d'acteurs : les **acteurs individuels** (le personnage historique) et les **acteurs collectifs** (les paysans, les sans-culottes, la bourgeoisie...)

Pierre Milza a fait l'histoire du XIX^e et XX^e siècle italien à travers des phénomènes (le fascisme, le nationalisme), des personnages historiques (Mussolini, Verdi, Garibaldi) ou des acteurs collectifs (les immigrés italiens) => l'étude de l'acteur peut permettre de faire de l'histoire politique, économique ou culturelle...



Le personnage historique

L'historien prend en compte :

- **le milieu de l'acteur,**
- **les contraintes qu'il peut connaître** (matérielles, morales, sociales...)
- Le personnage historique n'est pas une puissance autonome : l'homme reçoit ses déterminations de la société et il doit être étudié dans son milieu social.

=> Ainsi, il détermine « **un champ des possibles** » qu'il confronte à ses objectifs et ses intentions. L'acteur prend ainsi des « **décisions** » qui sont analysées comme une suite logique de situation plutôt qu'une volonté arbitraire. Cependant, les décisions tiennent souvent d'une réponse judicieuse à une situation observée. Il peut arriver que ce ne soit pas le cas alors l'historien va s'intéresser aux **représentations qui expliquent les conduites et aux but qu'a l'acteur** : c'est la « rationalité par la finalité » selon Max Weber.

L'historien prend donc en compte ces deux rationalités, objectives et subjectives, pour expliquer les conduites d'acteurs, en particulier dans l'histoire politique. Par exemple, on analyse les paroles et actions de Robespierre en prenant en compte le contexte et les contraintes politiques (forces en présence, menaces extérieures) et son histoire personnelle (son éducation, son milieu, son système de représentations).



Les acteurs collectifs

Ernest Labrousse et les historiens de l'École des Annales ont lancé l'étude des acteurs collectifs : la bourgeoisie (Adeline Daumard), la paysannerie (Emmanuel Le Roy Ladurie), les sans-culottes (Albert Soboul)

Il s'agit d'appréhender **les sentiments et les intentions des groupes**. Ces acteurs sont étudiés selon des découpages objectifs (fortune, position économique...) dont les comportements sont des réactions déterminées par des évolutions de la conjoncture économique et politique. L'autonomie des acteurs est faible.

Les acteurs sociaux s'inscrivent dans **un système de positions et de relations** établies et définies en situation, dans l'interaction qui pour un moment les unit.

Les identités sociales ou les liens sociaux identifient des usages c'est-à-dire qu'ils se jouent effectivement, sous contrainte de situation.



La question de l'acteur implique :

La question
du parcours
personnel

La question
du
moment/du
contexte

La question
du modèle de
République

La question
de la rupture

La question du parcours personnel

Pierre Mendès-France

- Né à Paris en 1907 dans une famille juive ashkénaze de commerçants aisés, docteur en Droit et diplômé de l'École libre des sciences politiques.
- Plus jeune avocat de France lorsqu'il s'inscrit au barreau, plus jeune député (élu dans l'Eure en 1932), plus jeune membre du gouvernement lorsqu'il devient sous-secrétaire d'Etat au Trésor dans le deuxième gouvernement Blum en mars 1938.
- Il a défendu, dans sa thèse de Droit, une vision internationaliste des finances. En 1933, comme député, il fait un rapport sur la réorganisation et la simplification du régime fiscal en France.
- Membre du brain trust qui entoure Léon Blum, il soutient la demande d'avance de cinq milliards à la Banque de France => chute du cabinet Blum.
- En 1943, il est commissaire aux finances dans le CFLN et dirige la mission française à la conférence de Bretton Woods.

Charles de Gaulle

- Né à Lille en 1890 dans une famille catholique qui est investie dans le Droit et le service de l'Etat. La branche maternelle vient du monde de l'entreprise.
- Il entre en 1908 à l'École militaire de Saint-Cyr ; diplômé en 1912, il est envoyé à Arras sous les ordres du colonel Pétain. Engagé, blessé et fait prisonnier lors de la Grande Guerre.
- Envoyé en Pologne en 1919-1920, il constate les épreuves que traverse le pays qui est en phase de reconstruction.
- Théoricien à l'École de guerre ensuite, il va rompre avec Pétain.



La question du contexte

Pierre Mendès-France	Charles de Gaulle
<ul style="list-style-type: none">- Mobilisé en 1939 comme lieutenant au Moyen-Orient, il est de ceux qui veulent poursuivre la guerre en 1940 et il va rejoindre l'Afrique du Nord (arrêté au Maroc au 31 août 1940). Jugé en juin 1941 par le tribunal, il est condamné à six ans de prison. Il s'évade en juin 1941 et rejoint les françaises libres à Londres.- En octobre 1950, il se prononce contre la guerre d'Indochine à l'Assemblée nationale. Il dénonce l'engagement dans le conflit, au-delà des arguments économiques et financiers.- Ministre dans le Gouvernement provisoire de la République française : Finances (du 3 juin au 5 septembre 1944) puis Economie nationale (10 septembre 1944 au 5 avril 1945)- Il s'oppose aux Traités de Rome en 1957.	<ul style="list-style-type: none">- 18 juin 1940 : appel à la résistance. Pour De Gaulle, la république à refaire après la victoire doit être une « République nouvelle » en rupture avec les trois expériences précédentes.- A la tête des Services de la France libre (18 juin 1940 au 24 septembre 1941 puis du Comité national français (24 septembre 1941 au 30 mai 1943)- Dans le discours de Brazzaville, le 27 octobre 1940, il affirme qu'il rendra compte de ses actes devant « des représentants du peuple français quand celui-ci pourra en désigner librement »- Président du Comité français de la Libération nationale (3 juin 1943 au 3 juin 1944) puis du Gouvernement provisoire de la République française (3 juin 1944 au 20 janvier 1946)- Beaucoup d'attaques contre la IV^e République mais il ne propose pas un autre type de régime politique et il défend l'idée d'un pouvoir élu et représentatif du peuple. La république vaut mieux que les autres régimes pour lui.



La question du modèle de République

Pierre Mendès-France

- Dans *La République moderne* (1962), PMF souhaite un gouvernement qui dure durant toute la législature (« le gouvernement de législature ») et que la planification corresponde à une législature. Il propose que le droit de dissolution soit donné au premier Ministre et souhaite un équilibre entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif.
- « Il ne peut y avoir, de nos jours, de poteau frontière entre l'économique et le politique". PMF défend l'existence d'institutions pour entreprendre de réelles réformes économiques : il propose ainsi la création du Sénat économique (formé des représentants des organisations syndicales et patronales et des conseils économiques régionaux) pour faire contrepoids à une Assemblée nationale, élue au suffrage universel, dans laquelle les Français seraient représentés par leurs catégories socio-professionnelles. Ceci renforcerait la démocratie, car, les citoyens étant représentés de deux manières différentes dans les assemblées, leurs intérêts seraient ainsi mieux respectés. La planification doit être un exercice de cogestion en étant élaborée avec la participation des syndicats et des citoyens. La démocratie participative doit être présente dans les régions par le biais des Conseils économiques régionaux qui élaborent des plans à cette échelle.
- Une éthique du personnel politique très forte : tout ministre doit être contrôlé par les représentants du peuple. Tout pouvoir doit éveiller la méfiance des citoyens.

Charles de Gaulle

- Une République qui défend le suffrage universel et va même l'étendre, lors du référendum du 28 octobre 1962, au Président. => Un Président qui est « Chef de l'Etat et guide de la France » qui doit conduire la politique. Pour de Gaulle, la République doit défendre des valeurs (surtout dans un contexte de guerre froide où les droits et libertés sont bafoués dans le bloc communiste) et elle émane de la souveraineté nationale
- La République doit aussi contribuer à la grandeur de la nation. Mais la nation doit être pensée comme un idéal de liberté, d'égalité et de fraternité pour être démocratique et libérale (si la nation est envisagée comme un groupe ethnique avec une armée pour socle, on peut aboutir à un nationalisme autoritaire)

La question de la rupture

Pierre Mendès-France

- Il critique très fortement la V^e république car elle est trop peu démocratique car le président dispose de très importants pouvoirs au détriment du pouvoir législatif. Les présidentielles, selon lui, privilégie le charisme d'un homme sur les idées.

Serge Bernstein dit qu'il veut une « démocratie généralisée » où les citoyens participent à tous les échelons. Il faut donc des individus informés et responsables.

Charles de Gaulle

- Un Président qui a l'image d'un monarque républicain par opposition aux Républiques précédentes.
- Au-delà de la République, il estime que la nation est la réalité fondamentale historique => toutes les nations ont besoin de « puissance » et de « grandeur ». L'Etat est « le guide et le rempart de la nation » : il organise, pour cela, l'Armée. L'Etat apparaît comme plus important que la République chez de Gaulle.



Bibliographie :

- DELACROIX (Christian), « Acteur » in DELACROIX (C ;), DOSSE (F.), GARCIA (P.) et OFFENSTADT (N.), *Historiographies, II. Concepts et débats*, Paris, Folio histoire, Gallimard, 2010
- LEPETIT (Bernard), « L'histoire prend-elle les acteurs au sérieux ? », *Espace temps*, n°59-61, 1995
- PROST (Antoine), « Les acteurs dans l'histoire », in *L'histoire aujourd'hui*, Auxerre, Editions Sciences Humaines, 1999

- ANDRIEU (Claire), BRAUD (Philippe) et PIKETTY (Guillaume), *Dictionnaire De Gaulle*, Paris, bouquins, 2006
- BERNSTEIN (Serge), « Mendès-France. *Pour une République moderne (1955-1962)* », *Vingtième Siècle*, n°20, octobre-décembre 1988

- SIRINELLI Jean-François) *La vie politique française au XXè siècle*, Paris, PUF, 1995

